



La crise libyenne accroît l'insécurité dans le Sahel, selon un rapport de l'ONU



Les auteurs du rapport craignent notamment un accroissement de l'emprise d'Aqmi dans la région.
AFP PHOTO / ISSOUF SANOGO

Par **RFI**

Un rapport publié ce jeudi 26 janvier par le Conseil de sécurité de l'ONU dépeint une situation préoccupante au Sahel après la chute du régime Kadhafi. Le document préconise une coopération régionale et internationale accrue pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé dans la région. Un possible rapprochement entre Aqmi et Boko Haram inquiète particulièrement les auteurs du rapport.

Roquettes, mitrailleuses, grenades, artillerie anti-aérienne... La liste est longue. Selon un rapport publié ce jeudi 26 janvier par le Conseil de sécurité de l'ONU sous l'autorité de Saïd Djinnit (le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest), beaucoup d'armes et munitions provenant des stocks libyens sont entrées clandestinement dans les pays du Sahel ces derniers mois, sans compter les explosifs. On se souvient de l'interception, l'an dernier au Niger, d'un convoi transportant 645 kilos de Semtex, avec plus de 400 détonateurs.

Risques multiples



D'après des responsables de la région, ces armes ont été en partie introduites au Sahel par des Sub-sahariens rapatriés de Libye, notamment des ex-combattants, autrefois soldats dans l'armée régulière libyenne ou mercenaires pour le compte de Tripoli. D'autres affirment que certaines de ces armes ont pu être cachées dans le désert pour être revendues à des groupes terroristes ou à des organisations criminelles. Dans une région qui est depuis longtemps le théâtre de trafics en tous genres, on assiste à une prolifération de groupes terroristes, selon ce rapport. Les auteurs du rapport évoquent même l'hypothèse de nouveaux mouvements en création, au-delà d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de Boko Haram.

Ils craignent que ces organisations puissent recruter des jeunes sans emploi et des rapatriés de Libye. Les Etats de la région estiment en effet qu'ils sont quelque 400 000 à avoir dû fuir la Libye en guerre. Il s'agit majoritairement d'hommes âgés entre 20 et 40 ans, qui ont perdu leur travail et qui se retrouvent sans moyen de subvenir aux besoins de leurs familles. Ils reviennent dans des Etats en équilibre déjà précaire, des pays où certains s'inquiètent du risque grandissant de radicalisation des populations.

A lire ce document, Boko Haram en particulier semble être devenu une source de préoccupation croissante pour les pays de la région. Si la secte islamiste était jusqu'à présent perçue comme une menace interne au Nigeria sans lien avec Aqmi, le mouvement inquiète de plus en plus les autorités des Etats du Sahel. Ce rapport confirme que Boko Haram a noué des liens avec Aqmi. Ses auteurs disent avoir appris que certains des membres de Boko Haram originaires du Nigeria et du Tchad ont été formés dans les camps d'Aqmi au Mali l'été dernier.

Un rapprochement qui inquiète

D'après le document, sept membres de Boko Haram ont ainsi été arrêtés au Niger alors qu'ils se rendaient au Mali, avec en leur possession des documents sur la fabrication d'explosifs, des tracts et des coordonnées de membres d'Aqmi, qu'ils avaient semble-t-il prévu de rencontrer. Ces connexions sont une source d'inquiétude, dans une région où le risque de radicalisation d'une jeunesse sans emploi est aussi préoccupant. A en croire ce rapport de l'ONU, c'est par exemple assez clair dans le sud du Niger. « *D'après les interlocuteurs rencontrés, écrivent les auteurs, Boko Haram y propage déjà activement son idéologie ainsi que sa propagande et parvient même, parfois, à faire fermer des écoles publiques* ».